-Arrêt commercial-

1/12/99

Audience publique du premier décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Numéros 21800 et 22670 du rôle.

Composition :

Irène FOLSCHEID, premier conseiller, président,
Monique BETZ, premier conseiller,
Annette GANTREL, conseiller,
Pascale BIRDEN, greffier assumé.

I.

Entre :

la société anonyme de droit belge I) N.V., établie et ayant son siège social à B- (...), (...), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Georges NICKTS de Luxembourg en date des 16 et 17 février 1998,

comparant par Maître Jean-Louis SCHILTZ, avocat à la Cour à Luxembourg,

et :

1. la société anonyme A) S.A., établie et ayant son siège social à L- (...), (...), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit NICKTS du 16 février 1998,

comparant par Maître Victor ELVINGER avocat à la Cour à Luxembourg.

2. (...) G) (...), cultivateur, demeurant à L-(...);

intimé aux fins du susdit exploit NICKTS du 17 février 1998,

comparant par Maître Fernand ENTRINGER, avocat à la Cour à Luxembourg,

3. la société de droit belge B.V.B.A. FIRMA H) , établie et ayant son siège social à B- (...) ; (...) , représentée par ses gérants actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit NICKTS du 17 février 1998,

ayant comparu originellement par Maître Frédéric NOEL, avocat à la Cour à Luxembourg, comparant actuellement par Maître Cathy ARENDT, avocat à la Cour à Luxembourg,

4. la société de droit néerlandais -- B) BEHEER BV., établie et ayant son siège social à NL- (...) , (...) , représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit NICKTS du 16 février 1998,

comparant par Maître Lucy DUPONG, avocat à la Cour à Luxembourg.

II.

Entre :

G) , cultivateur, demeurant à L- (...) ; (...) ;

appelant aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Pierre BIEL de Luxembourg en date du 11 septembre 1998,

comparant par Maître Fernand ENTRINGER, avocat à la Cour à Luxembourg,

et :

la société anonyme A) S.A., établie et ayant son siège social à L- (...) , (...) , représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit BIEL,

comparant par Maître Victor ELVINGER, avocat à la Cour à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL:

Par exploit de l'huissier de justice Pierre Biel du 9 février 1994 G) a fait donner assignation à la société anonyme A) S.A. et à la société anonyme de droit belge I) N.V. à comparaître devant le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, pour les y voir condamner, sur base de la responsabilité contractuelle, solidairement sinon in solidum, à lui payer le montant de 1.655.599.- francs représentant, suivant rapport d'expertise HENGEN, le coût de la remise en état d'un hall commandé par G) auprès de A) S.A. le 29 avril 1981 au prix de 2.300.000.- francs. G) conclut, en outre, à l'allocation d'une indemnité de procédure de 50.000.- francs par application de l'article 131-1 du Code de procédure civile.

Par exploit de l'huissier de justice Georges Nickts du 18 janvier 1995 la société de droit belge I) N.V. a fait donner assignation à la société de droit belge B.V.B.A. FIRMA H) à comparaître devant le même tribunal pour l'y entendre dire qu'elle est tenue d'intervenir dans l'instance introduite par G) et pour l'y voir condamner à la tenir quitte et indemne de toute condamnation en principal, frais et intérêts pouvant être prononcée à son encontre.

La société de droit belge B.V.B.A. FIRMA H) a, à son tour, appelé en garantie la société de droit néerlandais B) BEHEER BV suivant exploit de l'huissier de justice Roland Funk du 21 mars 1995.

Par jugement du 18 janvier 1996 le tribunal, après avoir retenu que G) était lié à la société I) N.V. par un *contrat d'entreprise de construction* et après avoir décidé que *l'accomplissement volontaire par l'entrepreneur de travaux de réfection fait courir un nouveau délai de garantie à dater de leur exécution*, a admis G) à prouver par voie testimoniale les faits plus amplement repris au dispositif du prédit jugement.

Par jugement du 29 mai 1997 le tribunal, statuant sur le résultat de la mesure d'instruction, a:

- dit la demande d' G) contre la société anonyme A) irrecevable;
- dit la demande d' G) contre la société de droit belge I) N.V. recevable;
- dit cette demande fondée;
- condamné la société de droit belge I) N.V. à payer à G) la somme de 1.655.599.- francs avec les intérêts légaux à partir du 9 février 1994 jusqu'à solde;
- condamné la société de droit belge I) N.V. à payer à G) la somme de 15.000.- francs sur base de l'article 131-1 du Code de procédure civile;
- dit la demande en intervention de la société de droit belge I) S.A. contre la société de droit belge B.V.B.A. FIRMA H) irrecevable;

- condamné la société de droit belge I) N.V. à payer à la société de droit belge B.V.B.A. FIRMA H) la somme de 15.000.- francs sur base de l'article 131-1 du Code de procédure civile;
- dit la demande en intervention de la société de droit belge B.V.B.A. FIRMA H) contre la société de droit néerlandais B) BEHEER BV irrecevable;
- condamné la société de droit belge I) N.V. aux frais et dépens de l'instance.

De ces deux jugements, qui n'ont pas été signifiés, la société de droit belge I) N.V. a relevé appel suivant exploit d'huissier de justice des 16 et 17 février 1998, intimant la société A) S.A., G), la société B.V.B.A. FIRMA H) et la société B) BEHEER BV.

La partie appelante critique le jugement interlocutoire entrepris en ce qu'il a qualifié les relations la liant au demandeur originaire G) de contrat d'entreprise. Estimant que la réalisation de travaux de réfection - à la supposer établie - ne saurait valoir interruption de la prescription décennale, l'appelante demande en ordre subsidiaire à voir écarter pour être non pertinente l'offre de preuve par témoins formulée par G).

Concernant son appel interjeté contre le jugement définitif du 29 mai 1997 la société I) N.V. conclut, par réformation, à voir déclarer la demande de G) irrecevable, sinon non fondée. Subsidiairement, l'appelante demande acte de ses contestations quant aux montants lui réclamés. Elle conclut, au cas où la demande de G) serait déclarée justifiée, à voir dire recevable et fondée son action récursoire dirigée contre la société B.V.B.A. FIRMA H) et à être déchargée de toute condamnation au paiement d'une indemnité de procédure.

Par exploit de l'huissier de justice Pierre Biel du 11 septembre 1998 G) a régulièrement relevé appel du jugement définitif rendu le 29 mai 1997, intimant la société anonyme A) S.A.

L'appel de G) est limité au chef du jugement entrepris ayant déclaré irrecevable sa demande dirigée contre la société A) S.A.

L'appelant G) conclut, par réformation du jugement entrepris, à voir condamner la société A) S.A., solidairement sinon in solidum avec la société I) N.V., à lui payer le montant de 1.655.599.- francs. En sus d'une indemnité de procédure de 100.000.- francs réclamée au titre de l'article 131-1 du Code de procédure civile, l'appelant G) conclut à voir majorer le taux d'intérêt légal de trois points à partir de l'expiration du délai de trois mois à compter de la signification de l'arrêt à intervenir.

Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice il y a lieu de joindre les deux appels interjetés tant par la société I) N.V. que par G) pour y statuer dans un seul et même jugement.

Par conclusions notifiées le 6 juillet 1998 la société B) BEHEER BV, faisant plaider l'absence dans le chef de I) N.V. de tout intérêt à agir contre elle, s'est rapportée à la sagesse de la Cour quant à recevabilité de l'appel de la société I) N.V. pour autant qu'il est dirigé à son encontre. En ordre subsidiaire, et au cas où la Cour devait déclarer recevable cet appel, la société B) BEHEER BV demande acte de ce qu'elle relève appel incident pour, par réformation des jugements entrepris, voir dire 1) que les tribunaux luxembourgeois sont incompétents pour connaître de la demande en garantie dirigée contre elle par la société B.V.B.A. FIRMA H), en l'absence de tout lien de connexité entre la demande principale G) contre A) S.A. et I) N.V. et la demande en garantie « sur garantie » et 2) que la demande en garantie de B.V.B.A. FIRMA H) est irrecevable pour libellé obscur, sinon pour n'avoir pas été introduite dans un bref délai.

L'appel dirigé par I) N.V. contre B) BEHEER BV, mise en intervention forcée par B.V.B.A. FIRMA H), doit être déclaré irrecevable dans la mesure où la société B) BEHEER BV n'a pas, en première instance, formellement conclu contre le défendeur originaire et ne s'est pas comportée en adversaire de celui-ci.

La Cour n'est donc pas saisie de l'appel incident relevé par B) BEHEER BV, appel que cette société a déclaré relever dans le seul cas où l'appel dirigé contre elle serait déclaré recevable.

Par conclusions notifiées le 22 septembre 1998 et le 7 octobre 1999 la société B.V.B.A. FIRMA H), critiquant les juges de première instance en ce qu'ils ont fait droit à la demande de G) dirigée contre I) N.V., conclut, au cas où le bien-fondé de cette demande serait néanmoins reconnu par la Cour, à la confirmation de la décision entreprise en ce qu'elle a déclaré irrecevable pour cause de tardiveté la demande en intervention de I) N.V. dirigée à son encontre. *Tout en admettant la conclusion des premiers juges sur ce point, la FIRMA H) demande acte qu'elle relève, pour autant que de besoin, appel incident du jugement du 29 mai 1997 en ce qui concerne le raisonnement des premiers juges pour arriver à ce résultat qui n'ont pas tenu compte de deux arguments par elle avancés, l'un tiré de l'application des conditions générales de vente, l'autre des articles 1641 et 1648 du Code civil belge.*

I) Quant à la qualification des contrats conclus entre G),
A) S.A. et I) N.V.

Il ressort des pièces soumises à l'appréciation de la Cour que par contrat intitulé *Kaufvertrag* du 29 avril 1981 G) a commandé auprès de A) S.A. un hall destiné à abriter le bétail au prix de 2.300.000.- francs.

Le 5 mai 1981 un *contrat de vente* fut conclu entre I) N.V. et A) S.A. portant sur le même hall dont les différents éléments étaient préparés par I) N.V. sur mesure et montés d'après ses plans, le tout au prix de 1.477.195.- francs.

Suivant facture no 14932 du 13 octobre 1981 A) S.A. a mis en compte à G) le montant de 1.886.467.- francs (TVA comprise) comprenant la livraison et le montage du hall en question *jedoch ohne Erd-und Fundierungsarbeiten.*

Ce n'est pas aux parties qu'il appartient de qualifier leur contrat et de soumettre celui-ci de la sorte au régime juridique correspondant, mais c'est au juge qu'il incombe de procéder à la qualification juridique des relations contractuelles d'après leur contenu réel.

Le contrat d'entreprise et le contrat de vente se rapprochent lorsqu'il s'agit de transférer au client une chose future qui reste à fabriquer. Son auteur s'engage alors à la fois à faire et à donner.

Parmi les critères qui permettent de qualifier une convention de contrat d'entreprise ou de contrat de vente, le critère psychologique est celui qui se réfère à l'intention des parties, élément déterminant en matière contractuelle. Soit, les parties ont voulu laisser toute liberté au fabricant quant à la conception et la réalisation du produit auquel cas il s'agit d'une vente, soit, à l'inverse, le fabricant n'a fait que suivre les indications du client et c'est alors un contrat d'entreprise. S'y ajoute le critère du *travail spécifique* réalisé par le fournisseur. Ainsi, il y a contrat d'entreprise et non vente dès lors que le professionnel est chargé de réaliser un travail spécifique en vertu d'indications particulières ce qui exclut toute possibilité de produire en série (Jurisclasseur article 1787 fasc.10; Cass. com. 4 juillet 1989 Semaine juridique 1990, I, 21515).

En l'occurrence, il n'est pas contesté que le hall litigieux a été conçu et érigé d'après les plans établis par I) N.V.. Composé d'éléments fabriqués d'après les plans élaborés par I) N.V., le hall ne correspond pas à une production unique d'après les indications du client, mais à une production standard effectuée selon les spécifications du fabricant et sur base de caractéristiques et de descriptions techniques précisées d'avance par le fabricant.

Au regard de ces critères le contrat liant G) à A) S.A. et celui liant A) S.A. à I) N.V. sont constitutifs de contrats de vente.

II) Quant à l'action de G) dirigée contre A) S.A.

Par conclusions notifiées le 7 octobre 1999 A) S.A. conclut à voir confirmer le jugement entrepris en ce qu'il a déclaré irrecevable l'action de G) dirigée à son encontre pour ne pas avoir été intentée dans un bref délai conformément au prescrit de l'article 1648 ancien du Code civil.

Selon l'ancien article 1648 du Code civil, l'acheteur devait agir en justice dans un bref délai à partir de la révélation du vice caché. La durée du bref délai

s'appréciait en fonction de la nature des vices, c'est-à-dire, leur importance ou leur aspect plus ou moins caché, et des circonstances de la cause.

En l'occurrence, le témoin E) , aux services de A) S.A. de 1980 à 1990, a déclaré avoir été *contacté* par G) un an ou deux après l'achèvement du hall pour bétail. G) s'est plaint de malfaçons. Le témoin précise qu'il avait constaté que les tuiles présentaient de nombreuses fissures et que la coupole était déformée de sorte qu'il avait aussitôt *contacté* la société I) qui est venue sur les lieux et qui a remplacé un certain nombre de plaques. Il ajoute que jusqu'à son départ de A) S.A. en 1990, G) adressait régulièrement, à des intervalles de plus ou moins un an, des réclamations à A) S.A. qui les transmettait, à son tour, à I) N.V..

Il suit de ce qui précède que le vice a été découvert par G) au plus tard deux ans après l'achèvement du hall litigieux, celui-ci ayant en effet été réceptionné par le demandeur originaire en date du 3 février 1982. Malgré ce fait, G) a attendu jusqu'en 1994 pour tenter une action contre A) S.A.

A noter que les éléments du dossier sont muets quant à des pourparlers d'arrangement entre parties de nature à suspendre le cours du bref délai. Celui-ci ayant commencé à courir sous l'empire de l'ancienne législation, seule une assignation au fond, à défaut de sérieux pourparlers de nature à prévenir une aggravation des dégâts, était susceptible de l'interrompre, de simples réclamations étant, en effet, insuffisantes pour produire un tel effet.

C'est partant à bon droit, et pour les motifs que la Cour adopte, que les premiers juges ont déclaré irrecevable l'action dirigée par G) contre A) S.A..

III) Quant à l'action de G) dirigée contre I) N.V.

La société de droit belge I) N.V. conclut principalement à l'irrecevabilité de cette action pour défaut de relations contractuelles la liant à G) Dans un ordre d'idées subsidiaire, et à supposer que la Cour retienne que les parties G) et I) N.V. sont liées par un contrat de vente, l'appelante conclut encore à l'irrecevabilité de l'action pour non-observation du bref délai prévu à l'article 1648 ancien du Code civil.

Il est vrai qu'en vertu du principe de la relativité des conventions formulé par l'article 1165 du Code civil, le contrat ne produit aucun effet à l'égard des tiers de sorte que la responsabilité ne peut être contractuelle qu'entre parties à un même contrat.

Or, si le litige oppose deux personnes qui ne sont pas directement liées l'une à l'autre, mais se trouvent aux deux extrémités d'une chaîne de contrats, tel le cas du sous-acquéreur qui veut agir en dommages et intérêts contre le vendeur de son propre vendeur en raison des vices de la chose, la jurisprudence retient

que l'action exercée par le sous-acquéreur est nécessairement de nature contractuelle. En effet, en présence d'une chaîne de contrats translatifs de propriété, notamment dans le cas d'une chaîne de contrats homogène constituée par des contrats de même nature, tels des contrats de vente, les droits et actions originels du cocontractant du fabricant ou vendeur initial se transmettent, en tant qu'accessoires, avec la chose, à laquelle ils sont attachés et conservent leur nature contractuelle (Cour 12 juin 1996 numéro 18 459 du rôle; Cass. Ass. plén., 7 février 1986, D.1986, 293).

En l'occurrence, il s'agit d'une telle chaîne. Le bien ayant passé par des contrats successifs d'un patrimoine dans un autre, il n'y a de préjudice dans le chef de G) que parce qu'il est créancier de A) S.A. et que celle-ci est elle-même créancière de I) N.V. qui a manqué à ses obligations.

Il s'en suit que l'action en responsabilité de G) contre I) N.V. est nécessairement de nature contractuelle exactement de la même façon que si elle était exercée par A) S.A. contre I) N.V.

Etant donné que c'est la transmission de la créance de A) S.A. au profit de G) qui justifie la nature contractuelle de l'action de G) contre I) N.V., cocontractant de A) S.A., il convient de ne pas admettre au profit de l'ayant cause G) des droits plus étendus que ceux dont disposerait A) S.A.. Le régime de la responsabilité de I) N.V. doit être le même envers son propre créancier qu'envers le créancier de son créancier. Il en découle que l'engagement de la société I) N.V. envers G) à redresser les défauts de construction qui pourraient se présenter à l'avenir sur le bâtiment et à donner une garantie décennale sur tout le matériel livré et placé par la firme I) (cf: procès-verbal de réception du 3 février 1982) ne saurait influencer, ni sur la qualification des contrats entre parties, ni sur le régime de la responsabilité à appliquer à leur égard en vertu de la chaîne de contrats de nature identique.

En effet, l'extension des effets d'un contrat dans le cadre d'un ensemble contractuel ne saurait autoriser à mettre à charge du débiteur extrême, en l'espèce I) N.V., une obligation plus lourde que celle qu'il assume envers son créancier immédiat. Le demandeur originaire G) ne saurait ainsi avoir plus de droits que son débiteur A) S.A. envers le débiteur de ce dernier, I) N.V., qui, lui, ne peut être obligé au-delà de ce que prévoyait son propre contrat.

Il découle de tout ce qui précède qu'il y a lieu, par adoption des considérations développées sub II), de déclarer fondé le moyen opposé par I) N.V. tiré de la non-observation du bref délai et de déclarer irrecevable la demande de G) dirigée à l'encontre de I) N.V. pour cause de tardiveté.

Eu égard au sort réservé à la demande principale de G) la demande en garantie dirigée par I) N.V. contre B.V.B.A. FIRMA H), est devenue sans objet.

Il y a lieu de décharger I) N.V. de toute condamnation au paiement d'une indemnité de procédure prononcée à son encontre par le jugement entrepris.

G) qui a succombé dans son appel et qui, de ce fait, doit supporter l'entière des frais et dépens de l'instance se rattachant à sa demande, ne saurait prétendre à l'octroi d'une indemnité de procédure sur base de l'article 131-1 du Code de procédure civile.

Par ces motifs :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement,

déclare irrecevable l'appel de I) ; N.V. dirigé contre B) BEHEER BV;

reçoit l'appel de I) N.V. pour autant qu'il est interjeté contre G) , A) S.A. et B.V.B.A. FIRMA H) ;

reçoit l'appel interjeté par G) contre A) S.A.;

joint ces appels;

réformant

dit que les relations G) /A) S.A. et A) S.A./ I) N.V. sont à qualifier de contrats de vente;

déclare irrecevable l'action dirigée par G) contre A) S.A. et I) N.V.;

décharge I) N.V. de toute condamnation au paiement d'une indemnité de procédure;

dit sans objet la demande de mise en intervention dirigée par I) N.V. contre B.V.B.A. FIRMA H) ;

déclare non fondée la demande de G) en obtention d'une indemnité de procédure;

condamne G) aux frais et dépens de l'instance d'appel avec distraction au profit de Maître Jean-Louis SCHILTZ, Maître Lucy DUPONG, Maître Victor ELVINGER et Maître Cathy ARENDT qui la demandent, affirmant en avoir fait l'avance.